

Q. Le prix du blé n'a pas été fixé longtemps. Nous avons lieu de croire qu'on avait fixé le prix du blé pour l'empêcher de monter.—R. C'était un bon prix. Je veux bien que le cultivateur profite de tous les avantages qui s'offrent à lui. Il y a quelques jours, je causais avec M. E. T. Meredith, ancien secrétaire du ministère de l'agriculture dans le cabinet Wilson. Il avait un plan à soumettre au peuple américain d'après lequel le gouvernement américain déciderait, lorsque la semence est en terre, du prix que les Américains payeront à l'automne pour le blé. Je crois, comme lui, que le projet est bon.

*Le président:*

Q. Revenons à nos cols.—R. J'ai d'autres questions à aborder. Je regrette de n'en avoir pas le temps. Elles sont réellement importantes, mais je les laisse de côté. Puis il y avait certains points du témoignage de M. Sparks sur lesquels je voulais dire un mot. Quelques-uns étaient très importants.

Q. Allez-vous les aborder?—R. Ainsi, M. Sparks et moi, nous étions les deux organisateurs de l'exposition dont on a parlé. J'ai beaucoup d'admiration pour l'ouvrage qu'il a accompli, mais je diffère d'opinion d'avec lui sur un point: je ne crois pas à ce qu'il dit touchant le commis-voyageur. C'est une question très importante. J'aimerais exposer notre point de vue et faire connaître le but que le manufacturier ordinaire a en vue.

Q. Le comité ne désire pas siéger davantage aujourd'hui. Si vous voulez revenir demain matin, nous serons heureux de vous entendre.—R. J'aimerais aller à Montréal demain matin, mais je reviendrai.

Q. Nous ne voulons pas vous incommoder, mais si vous pensez que c'est suffisamment important, nous nous ferons un plaisir de vous réserver du temps. Je dois dire que nous avons de la difficulté à faire le tour de la question. S'il s'agit simplement d'une différence d'opinion entre vous et M. Sparks. . .—R. Je tiens à dire, en ce qui regarde le 12 p. 100, que sa déclaration me paraît juste. Le vendeur qui ne peut pas faire trois ou quatre mille dollars par année ne vaut rien, à mon point de vue, pour la compagnie qui l'emploie. Il ne doit pas nous en coûter plus que 5 p. 100 pour les salaires et les commissions des voyageurs, et je crois, monsieur, que s'il s'agissait de faire venir au marché tous les marchands du pays il leur en coûterait beaucoup plus que 5 p. 100 pour venir dans l'Est faire leurs emplettes. Alors, je crois réellement que le système d'aller voir les marchands du pays est le moyen plus sage et le plus économique de leur vendre la marchandise.

Le PRÉSIDENT: Le comité est ajourné jusqu'à 11 heures, mercredi matin.

Le comité s'ajourne jusqu'à 11 heures le mercredi 2 mai.

CHAMBRE DES COMMUNES,

SALLE DE COMITÉ N° 268,

MERCREDI, 2 mai 1923.

Le comité spécial désigné pour faire enquête sur les conditions agricoles au Canada se réunit à 11 heures du matin. M. McMaster, le président, est au fauteuil.

M. THOMAS BRADSHAW est appelé et assermenté.

*Le président:*

Q. Quel est votre nom au complet?—R. Thomas Bradshaw.

Q. Vous appartenez à quelle compagnie?—R. La Massey-Harris Company, Limited, de Toronto.

[M. F. W. Stewart.]